



Mission régionale d'autorité environnementale
Région Hauts-de-France

**Avis délibéré de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France
sur la révision allégée n°1
du plan local d'urbanisme
de la commune de Villeneuve-sur-Verberie (60)**

n°MRAe 2025-9149

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France s'est réunie le 13 novembre 2025. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis portant sur la révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-sur-Verberie, dans le département de l'Oise.

Étaient présents et ont délibéré : Gilles Croquette, Hélène Foucher, Guy Hascoët, Pierre Noualhaguet, Sarah Pischiutta et Martine Ramel.

En application du référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des MRAe, arrêté par le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires le 30 août 2022, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

La MRAe Hauts-de-France a été saisie pour avis par la commune de Villeneuve-sur-Verberie, le dossier ayant été reçu le 02 septembre 2025. Cette saisine étant conforme aux articles R.104-21 et R.104-23 du Code de l'urbanisme, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R.104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans le délai de 3 mois.

En application de l'article R.104-24 du même code, ont été consultés par courriels du 6 octobre 2025 :

- le préfet du département de l'Oise ;*
- l'agence régionale de santé Hauts-de-France.*

Après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que, pour tous les plans et documents soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public, auxquels il est destiné. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour adopter le plan, schéma, programme ou document.

Conformément à l'article R.104-39 du Code de l'urbanisme, lorsque le document d'urbanisme est adopté, l'autorité compétente en informe le public, l'autorité environnementale et les autorités consultées en mettant à leur disposition ce document, qui comporte notamment des indications relatives à la manière dont il a été tenu compte des consultations auxquelles il a été procédé ainsi que les motifs qui ont fondé les choix opérés par le plan ou le document compte tenu des diverses solutions envisagées.

Avis

I. Le projet de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Villeneuve-sur-Verberie

Le projet de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de Villeneuve-sur-Verberie a été arrêté par délibération du 30 juillet 2025 de la commune. Cette procédure a pour objectif de permettre l'extension de la carrière sur le territoire communal.

Le territoire communal fait partie du territoire du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la communauté de communes des Pays d'Oise et d'Halatte, approuvé le 11 juin 2011. La communauté de communes des Pays d'Oise et d'Halatte a prescrit, en 2018, la révision de son SCoT.

La révision allégée n°1 consiste en :

- la modification des règlements graphique et écrit supprimant des espaces boisés classés pour une superficie de 15 202 m² ;
- la création d'un espace boisé classé pour une superficie de 1,3 hectare ;
- l'ajout au règlement graphique « au titre de l'article R.151-34.2° du Code de l'urbanisme d'un secteur protégé en raison de la richesse du sol ou du sous-sol dans lequel seules seront autorisées les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources ». Il sera donc ajouté au règlement écrit des zones Nde et N le paragraphe suivant « Dans la trame délimitée au plan au titre des dispositions de l'article R.151-34 2° du Code de l'urbanisme, les affouillements et les exhaussements de sols liés à l'exploitation de carrières dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation, ainsi que les installations et les constructions qui seraient nécessaires à l'exploitation de carrières dès lors qu'elles présentent un caractère démontable. »

La suppression de 15 202 m² d'espaces boisés classés comprend un bois au sud de la zone du projet (pour une superficie de 10 434 m²) et une partie de la frange boisée de la zone Nde au nord de la zone du projet (pour une superficie de 3 874 m²) (page 7 de la notice).

La révision allégée vise également à ajouter à la trame espaces boisés classés, la partie sud du bois d'Halatte dans l'emprise du site Natura 2000, pour une superficie de 1,3 hectare. Cette portion du bois n'avait pas fait l'objet d'un classement lors de l'élaboration du PLU en 2014.

Aussi, la diminution de la superficie des espaces boisés classés au sein de la commune est de 0,2 hectares, soit 0,15 % de la surface totale des espaces boisés classés (page 17 de la notice).

Cette procédure de révision allégée n°1 est soumise à évaluation environnementale en application de l'article R.104-11 du Code de l'urbanisme.

La notice de présentation a été réalisée par la collectivité, l'étude d'impact jointe au dossier de la collectivité, est celle réalisée dans le cadre du projet de renouvellement et d'extension de la carrière.

Il est à noter qu'un dossier d'évaluation environnementale relatif à l'extension de la carrière a été déposé par le porteur de projet le 16 septembre 2025.

Les impacts de la révision allégée du PLU de la commune de Villeneuve-sur-Verberie sont les mêmes que ceux du projet d'extension de la carrière. Aussi, l'autorité environnementale n'a pas d'autres observations à formuler que celles contenues dans son avis N°005730/GUNENV¹ en date du 13 novembre 2025.

¹ Cet avis est consultable sur le site internet de la [MRAe Hauts-de-France](#).